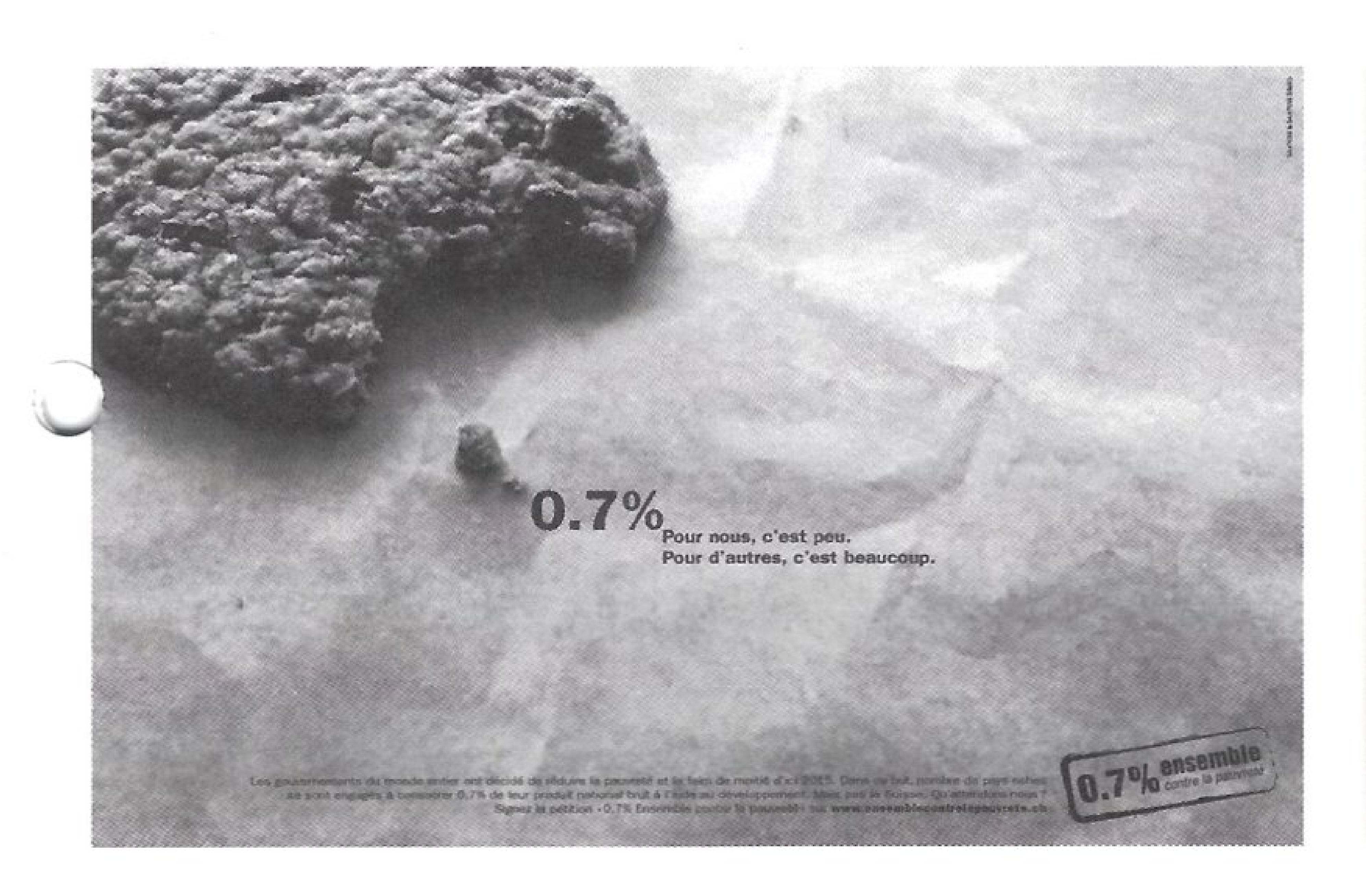
Point d'?

JUIN 2007 N° 34

EIRENE
Service chrétien international pour la Paix

GVOM
Groupe Volontaires Outre-Mer



Sommaire

Editorial

0,7% Pour nous, c'est peu. Pour d'autres, c'est beaucoup.

Pour engager le XXI[e] siècle sous de bons auspices, 191 États Membres des Nations Unies, dont la Suisse, ont convenu en 2000 de huit objectifs essentiels à atteindre d'ici à 2015. Ces Objectifs du Millénaire pour le Développement visent notamment la réduction de moitié de l'extrême pauvreté, l'éducation primaire pour tous et l'arrêt de la propagation du VIH/sida. Pour atteindre ces objectifs, les pays riches ont promis d'établir des relations commerciales et financières plus justes et de consacrer 0,7% de leur produit national brut à l'aide au développement.

Concrètement où en est la Suisse ?

En 2005, grâce à un artifice comptable, la Suisse a déclaré consacrer 0,44% de son PNB à la coopération au développement. En 2006, suite à la belle embellie économique que connaît notre pays, ce pourcentage est retombé sous les 0,4%. La Suisse s'était, pourtant, à nouveau engagée à prendre en considération une augmentation de celui-ci lors de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2005, à New York. Pour l'instant de belles promesses qui ont bien de la peine à se concrétiser.

La situation dans le monde est cependant toujours aussi difficile pour les laisser pour compte. La moitié de l'humanité doit vivre avec moins de trois francs par jour. Des millions d'enfants ne vont pas à l'école et sont condamnés à la misère. Beaucoup de maladies sont guérissables, mais il manque de médecins, d'hôpitaux et d'accès aux médicaments. 800 millions d'hommes, de femmes et d'enfants souffrent chroniquement de la faim, un milliard n'a pas accès à l'eau potable. Les inégalités sociales augmentent partout. Elles entraînent violences, conflits et guerres.

La pauvreté n'est pas une fatalité. Elle est la conséquence des inégalités sociales, du refus des pays riches de faire un effort de redistribution des richesses, des préjudices systématiques causés aux femmes et des atteintes à l'environnement.

Pour que cela change, GVOM et Eirene se sont engagés en faveur de la pétition pour une augmentation de l'aide au développement de la Suisse lancée par Alliance Sud. Cette pétition demande au Conseil fédéral et au Parlement:

- de s'engager davantage dans la réalisation des Objectifs du Millénaire, afin de réduire de moitié l'extrême pauvreté et le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde d'ici 2015;
- d'augmenter progressivement l'aide publique au développement à 0,7% du produit national brut d'ici 2015;
- d'utiliser ces moyens supplémentaires de manière ciblée en faveur des plus pauvres ainsi que pour la protection de l'environnement.

En signant vous aussi la pétition, vous nous aiderez à lancer un appel fort du peuple suisse pour davantage de solidarité envers ceux qui manquent de tout.

Nadja Godi-Glatz

Sites internet:
www.alliancesud.ch
www.ensemblecontrelapauvrete.ch

Pour une liste des
Objectifs du Millénaire pour le développement:
http://www.un.org/french/millenniumgoals/

... en Uruguay

Liliane Fazan est coordinatrice GVOM en Uruguay. La Coordination GVOM en Uruguay est née formellement le 1er juillet 2004. Liliane nous explique en quoi consiste son travail.



Photo: Liliane Fazan

Photo cartouche: Ian Caselli Fazan

D´une part, il s´agit de faciliter la construction de liens avec des partenaires (ONGs, Municipalités) suivant le contexte socio-économique et politique du pays, analysé conjointement avec GVOM en Suisse. Ces liens avec les partenaires, de confiance réciproque, se sont construits et se construisent au fur et à mesure des expériences partagées (anciens volontaires, missions en cours, réunions d´évaluation de missions etc...), et permettent la présentation de demandes de profils professionnels à partir desquelles GVOM, en Suisse, peut lancer la recherche de candidatures.

D´autre part, il faut faciliter la diffusion aux partenaires potentiels de curriculum vitae de candidats choisis par GVOM pour des stages, des missions longues, ou permettre le contact direct d´une personne candidate de GVOM de passage en Uruguay. Cela implique des conversations téléphoniques, des échanges de mails, des réunions.

La partie délicate - mais passionnante et gratifiante - du travail consiste bien sûr à faire coïncider les demandes de profils professionnels avec les offres de candidature, d´où l´importance de faciliter les échanges d´informations et la communication entre la coordination de GVOM en Suisse et les partenaires en Uruguay.

Une fois, la candidature acceptée par l´organisation partenaire, l´étape du remplissage du formulaire de demande de financement pour CINFO (Centre d'information, de conseil et de formation - professions de la coopération internationale) démarre. Ce processus est important car il implique l´engagement tant du partenaire (mise à disposition des informations quant à l´institution, au projet), du/de la futur/e volontaire (curriculums, intérêts professionnels, préférences pour fonction et tâches concrètes) que de la coordination GVOM en Uruguay (réunions de travail/ateliers avec le partenaire pour construire la mission, les objectifs, la fonction et le cahier des charges pour le formulaire) et de la coordination GVOM en Suisse (orientation, supervision, présentation finale du formulaire). C´est un processus qui sert souvent de test pour mesurer les motivations tant du partenaire que du/de la candidat-e; et il permet aussi d´évaluer la viabilité de la mission (solidité institutionnelle, fonctionnement du projet dans lequel s´insérera le/la volontaire, etc...).

Lorsqu'une mission est acceptée par CINFO commence toute la phase de préparation de l´accueil du/de la volontaire et de sa famille. Il s´agit d´abord de répondre aux questions pratiques avant le départ de la personne sur les formalités migratoires, les possibilités de logement, le système scolaire, les cours de langues, les possibilités de soins médicaux, la représentation suisse en Uruguay, etc... Il faut ensuite préparer la venue: trouver un logement temporaire, accueillir à l´aéroport, faire connaître la ville, accompagner les premiers pas de la personne et de sa famille dans la nouvelle réalité.

Puis, une fois les questions logistiques résolues, l´accompagnement de phase d´intégration progressive dans le projet peut commencer. La première réunion de contact avec la personne de l´organisation partenaire responsable de la mission est importante, elle donne souvent le ton de l´évolution future de la relation entre le/la volontaire et son/sa responsable de mission. Une réunion également avec la Direction de l´organisation partenaire est nécessaire afin de favoriser l´intégration institutionnelle du/de la volontaire.

Le degré d´investissement de la coordination dans cet accompagnement au début de la mission est différent selon les cas qui se présentent, notamment s´il s´agit de de double nationaux (Suisses et Uruguayens), qui peuvent en général compter sur l´appui de leur famille et amis.

Ensuite, les contacts se maintiennent régulièrement par téléphone, mail, visite ou rencontre dans un café pour répondre aux doutes et interrogations, détecter immédiatement un malaise éventuel, une difficulté: tout processus d´adaptation à une nouvelle réalité requière beaucoup d´énergie et d´effort, et l´écoute et les encouragements dans ces moments sont toujours bienvenus.

Au bout le la première année, un processus d'évaluation de la mission débute sur la base d´un questionnaire "SEP" (Suivi - Evaluation - Planification) qui implique l´engagement des trois parties: volontaire, partenaire (responsable du projet et souvent la Direction) et coordination GVOM. Ce processus se répète chaque année et à la fin de la mission. Si, à première vue, ces formulaires, élaborés par CINFO, apparaissent un peu rébarbatifs, il faut reconnaître que dans la pratique, ces réunions d´évaluations annuelles permettent des échanges enrichissants qui favorisent en général le déroulement futur de la mission. A ce propos, une responsable de projet d´un partenaire remarquait que dans les organisations (municipales ou ONG), il n´y avait pas ou rarement des instances d´évaluation mutuelle dans les équipes de travail, et que c´était bien dommage car elles favorisent le dialogue, la communication, la coopération et une meilleure planification. Ces réunions permettent également de mieux faire connaître les diverses modalités d´appui de GVOM tels que échanges Sud-Nord, Sud-Sud et stages, ainsi d´envisager de nouvelles formes de collaboration.

Les réunions régulières (en général chaque 3 mois) du groupe GVOM en Uruguay offrent un espace fondamental pour l´intégration des volontaires. Il est constitué par les volontaires, leurs familles, et les professionnelles uruguayennes qui ont participé à un programme de GVOM (personnel local, échange sud-nord). Certaines réunions comptent aussi avec la participation de responsables de projets des partenaires. Souvent une personne de Suisse visitant des partenaires potentiels, un-e ex-volontaire GVOM ou un-e représentant d´Unité de passage en Uruguay y participe également.

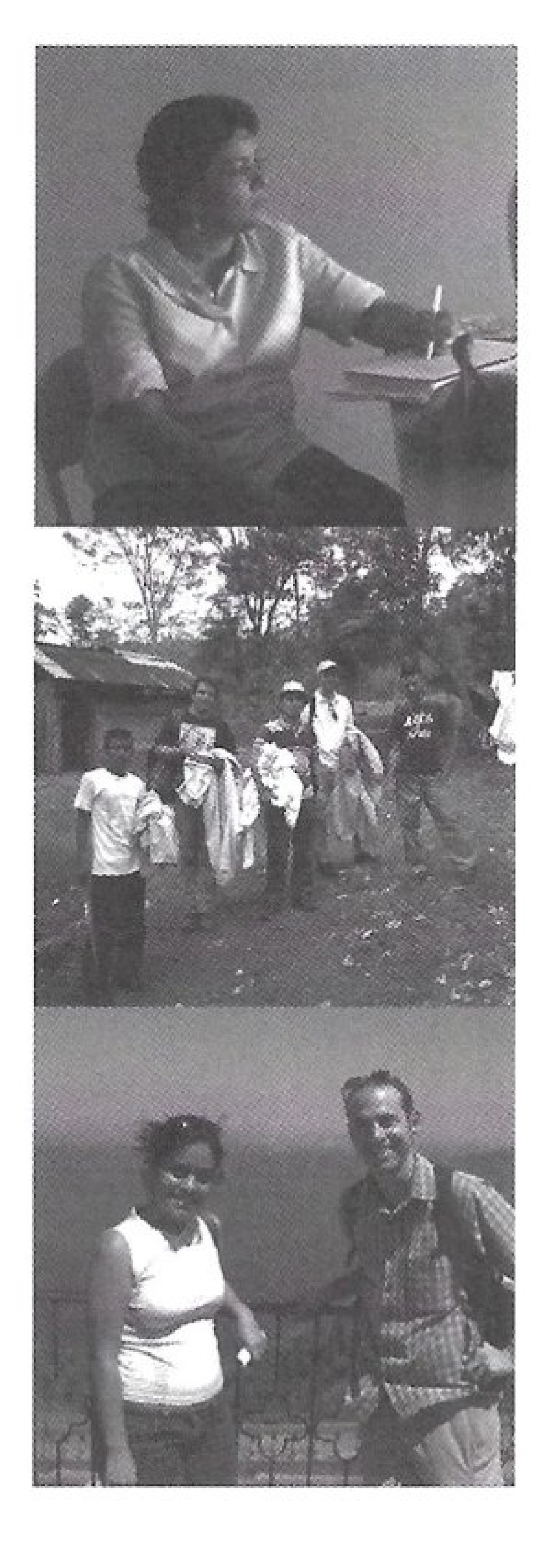
Le centre des discussions et la raison d´être fondamentale de ces réunions sont l´échange d´expériences, d´opinions, de ressentis des volontaires et leurs familles quant à leur processus d´intégration en Uruguay et dans leur projet respectif. C´est aussi l´occasion d´échanger les bonnes adresses, de développer des liens et de s´entraider. Parfois, un des participants présente son expérience personnelle (Bolivie, El Salvador, échange sud-nord). C´est le lieu aussi d´échange d´informations sur la situation politique en Uruguay, en Suisse, ou sur la coopération.

Pour terminer, j´aimerais souligner que tout ce travail qui consiste à faciliter et à accompagner les missions des volontaires en Uruguay est rendu possible grâce aux mécanismes de communication presque quotidiens (via internet) avec le coordinateur de GVOM en Suisse, engagé, disponible, à l'écoute à tout instant.

Liliane Fazan, Montevideo

... en Amérique centrale

La COCAM (Coordination des organismes d'envoi de volontaires Suisses en Amérique centrale) est la coordination de GVOM et Eirene Suisse en Amérique centrale. Elle est cogérée entre 5 organisations: E-Changer, Eirene Suisse, GVOM, Interagire et Interteam. Elle suit plus de 40 volontaires au Nicaragua, au Costa Rica et au Salvador. Jérôme Strobel revient d'une visite pour Eirene Suisse au Nicaragua où il a pu mieux connaître le travail qu'ils mènent au quotidien.



Il est 5h, le centre ville de Managua est bien tranquille. La nuit est encore noire, le quartier se réveille petit à petit, maison après maison. Les phares d'une voiture s'approchent du perron de l'hôtel devant lequel j'attends Mila Incer, notre coordinatrice nicaraguayenne. C'est bien elle, nous embarquons. Direction Estelí, à plus de deux heures de route dans le nord du pays, pour aller visiter volontaires et partenaires. Aujourd'hui, le trajet ne sera pas trop long, la route est bonne, bien goudronnée. Nous devrions donc être de retour à la nuit tombée.
Au fil des kilomètres, la conversation s'anime. Mila me raconte un bout de son histoire. Dans les années 80, militante sandiniste, elle a travaillé au ministère de la coopération en tant que responsable des relations avec la Suisse et l'Autriche. Forte de cette expérience, elle a ensuite rejoint la Coordination de Unité (organisation faîtière suisse des ONG de volontaires) pour l'Amérique centrale, prédecesseur de l'actuelle COCAM. Ainsi, depuis une bonne quinzaine d'années, elle est en charge de l'accompagnement d'une vingtaine de missions par an. Autant dire que grâce elle, nous bénéficions d'une solide expérience professionnelle et humaine pour l'accompagnement des volontaires! Sa profonde connaissance du contexte local, ainsi qu'un

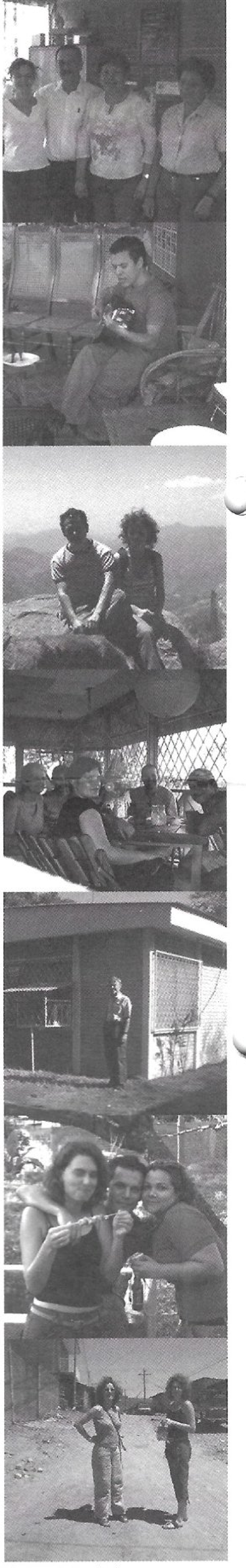
art consommé pour la diplomatie lui permettent de naviguer avec succès dans les eaux pas toujours calmes du monde du volontariat.

Avec Erik, le coordinateur suisse, et Eve, l'administratrice nicaraguayenne, ils forment une équipe rôdée et disponible, qui sait répondre habilement aux défis humains que pose quotidiennement ce type de coopération. Cette forme de coordination «binationale», où coordinateurs suisses et nicaraguayens se partagent les tâches, les aide à jouer ce rôle de pont culturel. Ecouter, discuter, informer, expliquer, négocier, «traduire»,... L'année durant, nos coordinateurs sillonnent le Nicaragua pour rencontrer les volontaires et leurs partenaires. Des réunions comme nous en faisons aujourd'hui avec Mila, ils en effectuent de très nombreuses au fil des semaines, recueillant avec attention les difficultés des volontaires, répondant aux besoins des partenaires, cherchant des solutions aux conflits qui surgissent. Ils voyagent également au Salvador et au Costa Rica, où la distance pose évidemment plus de problèmes pour le suivi et la gestion des missions. Ils organisent aussi l'accueil des volontaires, le grand raout de la rencontre annuelle de tous les volontaires. Et surtout, la porte de leur bureau de Managua reste ouverte en permanence.

Au niveau institutionnel, la structure de cogestion qui a été mise en place apporte indéniablement des avantages. En augmentant le nombre de missions gérée par la même structure, elle permet des synergies intéressantes, améliore l'efficacité et accroît l'expérience accumulée des coordinateurs. Last but not least, elle permet également de partager certains coûts. Toutefois, une évaluation menée par GVOM et Eirene Suisse entre octobre et février derniers a mis en évidence certaines limites d'un tel fonctionnement, du fait de différences grandissantes entre les 5 organisations qui la gèrent. Sur le terrain, les coordinateurs jonglent admirablement entre leurs différentes casquettes. Mais, entre deux réunions, Mila me l'avoue: travailler pour des institutions dont les tailles, les philosophies et les modes de fonctionnement sont très variables, cela exige une grande souplesse! En fait, comme c'est très souvent le cas dans la coopération Nord-Sud, les plus grosses difficultés interviennent entre les acteurs du Nord. Il est donc de la responsabilité de nos organisations au Nord de trouver des solutions préservant un mode de cogestion qui donne une image positive de coopération et nous permet de travailler en accord avec nos convictions à travers l'échange et la concertation.

Nos réunions sont terminées pour aujourd'hui. Mila profite encore un instant de sa présence à Estelí pour saluer une volontaire d'Interagire qui a commencé son travail il y a quelques semaines à peine. Une manière humaine et professionnelle de vérifier que cette phase souvent déterminante de l'insertion dans le milieu de travail se passe bien. Le voyage de retour vers la capitale se fera de nuit. Nous arriverons fourbus, bien sûr, mais contents aussi de cette journée bien remplie.

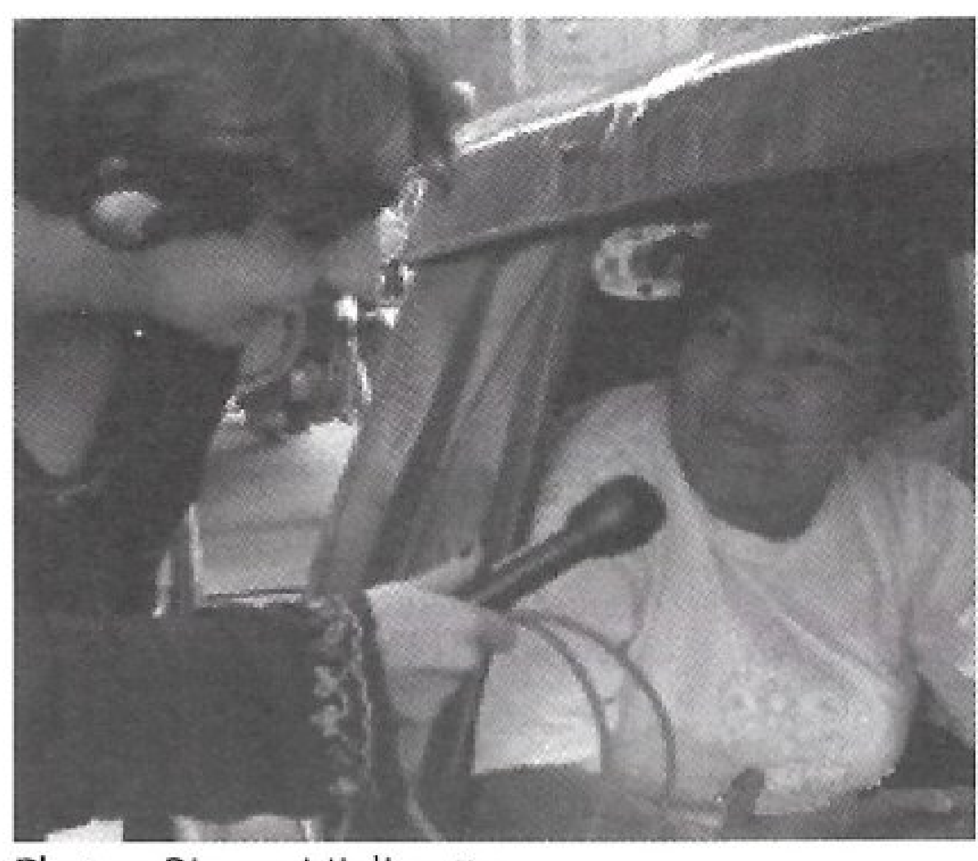
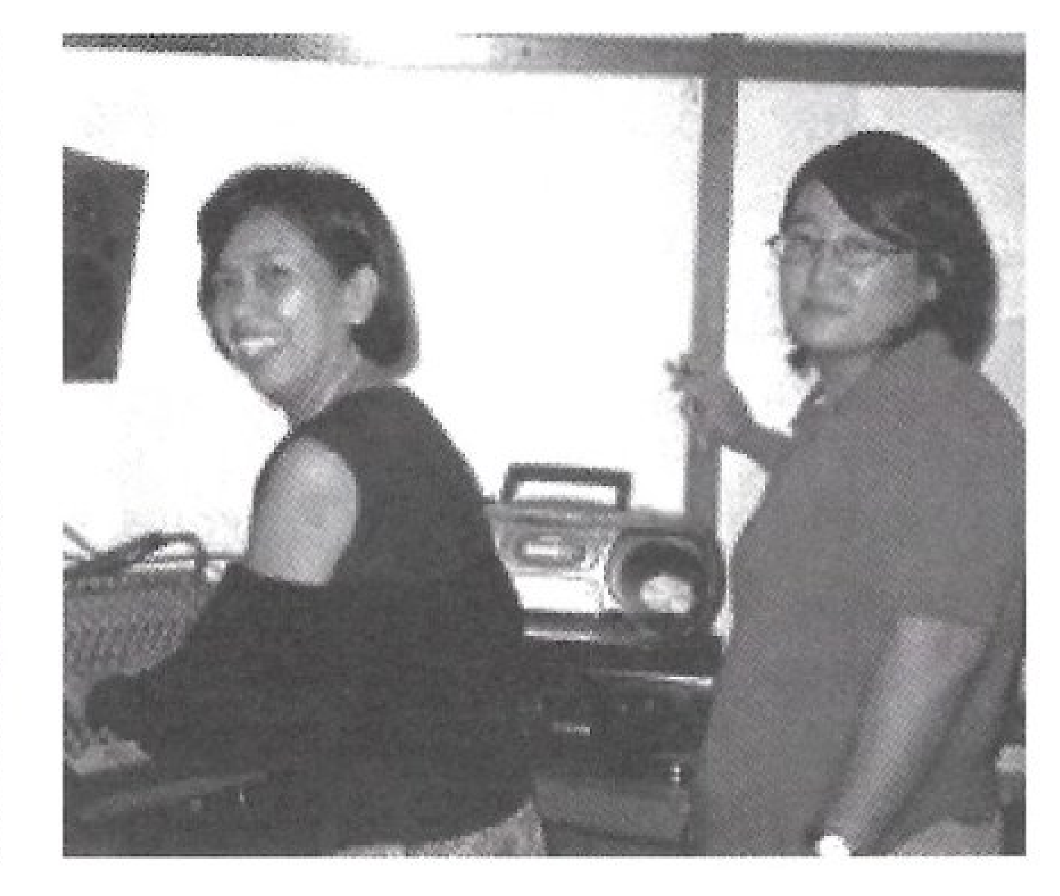
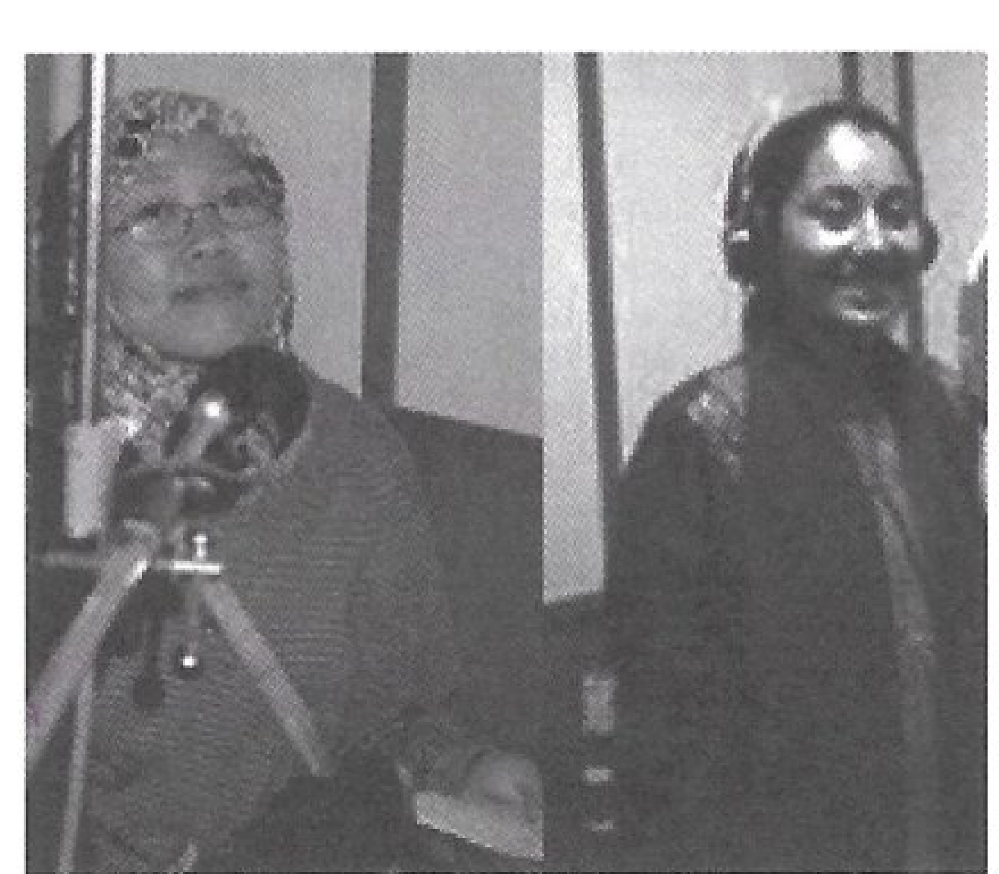
Jérôme Strobel, Genève



Photos: J. Strobel

0,7% Vus des Philippines

Bianca Miglioretto, volontaire au Philippines a interviewé Raijeli Nicole, directrice exécutive de l'organisation de féministe ISIS International – Manille sur les thèmes de l'aide au développement et de la dépendance.

Photos: Bianca Miglioretto

Une campagne politique va être lancée en Suisse pour faire pression sur le gouvernement suisse afin que ce dernier applique l'engagement pris dans la Déclaration des Objectifs de Développement pour le Millénaire de l'ONU de consacrer 0,7% de son PNB à l'aide au développement. Comment, en tant qu'organisation partenaire de GVOM, percevez-vous l'aide au développement: comme quelque chose de positif, ou plutôt quelque chose négatif?

Il est quelque peu difficile pour nous d'analyser l'aide au développement gouvernementale d'un point de vue binaire positif/négatif lorsque nous l'observons. Si nous prenons l'exemple du mouvement des femmes et la façon dont on a traité la problématique de l'égalité des genres, il faut admettre que celle-ci est, à présent, intégrée dans les politiques gouvernementales de la plupart des pays et que ceci dérive de l'aide au développement de pays majoritairement Européens comme la Suède, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas ou encore le Canada. Ces pays ont été des champions en matière d'égalité des genres. Et ils ont été la principale source de financement des organisations de femmes. (...)

Mais d'un autre côté, la tendance en termes de restructuration des financements pour le développement est une cause de préoccupation pour le mouvement féministe. Les fonds destinés aux organisations féminines tendent à diminuer de plus en plus. Ceci est lié à la façon dont les accords commerciaux ont restructuré notre travail, notre agriculture, le pays, les services et notre propre relation avec l'Etat. Ces derniers ont empiété sur l'aide au développement. La Déclaration de Paris pour l'Efficacité de l'Aide www.aidharmonisation.org et http://www1.worldbank.org/harmonization/Paris/FrenchNEWSLETTER322.pdf favorise la concentration de l'aide au développement par rapport à l'approche bilatérale de pays à pays. Les pays donateurs veulent accroître ainsi le sentiment d'appropriation des pays récipiendaires, répondant ainsi à la question de la dépendance. De plus, ils souhaitent avoir une coordination des donateurs. Leur but est de connaître combien reçoit un pays donné et dans quel domaine. C'est ce qu'ils appellent harmonisation de l'aide apportée.

L'aide est accordée en fonction de différents secteurs, et selon ce que l'on appelle le financement d'un panier "basket funding". De prime abord, cela paraît adéquat. En procédant par financement sectoriel, l'agriculture, la santé, l'éducation, etc., sont couverts. Et les femmes sont présentes dans chacun de ces domaines. Mais nous savons aussi tous que les secteurs prioritaires sont désignés par le gouvernement.

La nouvelle modalité d'octroi d'aide a finalement un impact négatif sur l'égalité des genres et les organisations de femmes. Nous avons des raisons d'aller directement vers les agences de développement car nous ne pouvons accéder aux fonds gouvernementaux. Et maintenant que nous ne pouvons plus approcher directement les agences de développement, nous devons passer par les gouvernements. De plus, l'accès aux ONG est très limité. Nous sommes dépendants des gouvernements en ce qui concerne les secteurs prioritaires et les différents paniers de financement. Une zone grise s'est créée qui nécessite de la part des organisations féminines une approche particulièrement créative de l'aide au développement... Ce que nous faisons toujours, quoi qu'il arrive. Si l'égalité de genres existe aujourd'hui dans des plans merveilleux d'une majorité de pays, c'est grâce à la forte pression faite par les femmes. (...)

Du point de vue des pays donateurs, pensez-vous que l'aide au développement est quelque chose qui permette d'améliorer leur image alors que les véritables problèmes découlent d'accords de commerce inéquitables?

Il y a une bonne volonté au sein de la population des pays donateurs: les gens ne devraient plus vivre dans la pauvreté et leurs conditions de vie devraient être améliorées. C'est dans l'approche et la compréhension de la qualité de vie que nous observons des différences. J'aimerais croire qu'il ne s'agit pas d'un engagement purement formel; ils se sont engagés à consacrer 0,7% de leur PNB et c'est vraiment le minimum que nous voudrions voir. La plupart des pays ne respectent pas leur engagement en faveur des 0,7%, alors que leurs

citoyens y sont favorables, et ça ne va pas. Ce qui manque, c'est la volonté politique de leurs gouvernements de financer une révolution. C'est exactement de cela dont il s'agit parce qu'un redressement des déséquilibres est possible dans les pays les moins développés, si on considère cela depuis la perspective du Sud. La question est de savoir si les pays donateurs financeraient le développement depuis une perspective du Sud. (...)

Vous avez dit que les droits humains incluent le droit au développement des peuples et de leur pays. A vos yeux, l'aide au développement contribue-t-elle à l'indépendance des pays receveurs ou au contraire accroît-elle leur dépendance?

L'aide, en terme des ressources qui nous sont envoyées, peut, dans certaines conditions, nous rendre dépendants du pays donateur. Cela dépend de la façon dont l'aide est structurée. C'est pourquoi, avant toute chose, nous devons demander la transparence et des mécanismes de compte-rendu de part et d'autre. Du côté du pays receveur, il faut demander de l'aide et l'utiliser là où elle a été demandée. Nous avons si souvent reçu de l'aide qui a disparu dans la corruption; elle a été mal utilisée. Hier soir, nous avons parlé de fonds pour la santé productive des femmes qui ont fini dans l'achat de voitures de luxe. Il s'agit d'une utilisation malhonnête de l'aide qui conduit à toujours plus de dépendance car les fonds ne sont pas parvenus dans des structures pérennes. Les pays receveurs doivent prendre cela en considération s'ils veulent réduire leur dépendance. D'un autre côté, les pays donateurs ont lié leur aide à certaines conditions; vous recevez des fonds pour construire un bâtiment ou un pont, mais vous devez acheter les matériaux de ce pays ou employer certaines compagnies de ce pays. Il ne s'agit pas d'aide et ce type d'aide liée doit cesser; il faut une plus grande transparence. Nous devons parvenir à une aide qui est moralement et éthiquement acceptable pour que nous ne soyons pas dépendants. Nos citoyens méritent cet argent.

Je comprends qu'il existe différents types de financements ; les financements liés à la diplomatie qui vont au gouvernement, d'un pays à un autre pays; et le financement qui va aux organisations de la société civile. La logique politique pour chacune doit être la même. Les financements devant être concentrés sur les gens. En ce qui concerne l'argent donné à des gouvernements qui sont questionnables comme aux Philippines où des violations des droits de l'homme sont perpétrées, il est possible aux donateurs tels la Suisse, d'influencer ces pays pour que ceux-ci résolvent ces problèmes. C'est un type de pression que les pays donateurs peuvent exercer sur les pays receveurs.

En tant qu'ONG féministe dépendante de financements externes, selon quels critères un pays comme la Suisse devrait-il apporter son aide financière ?

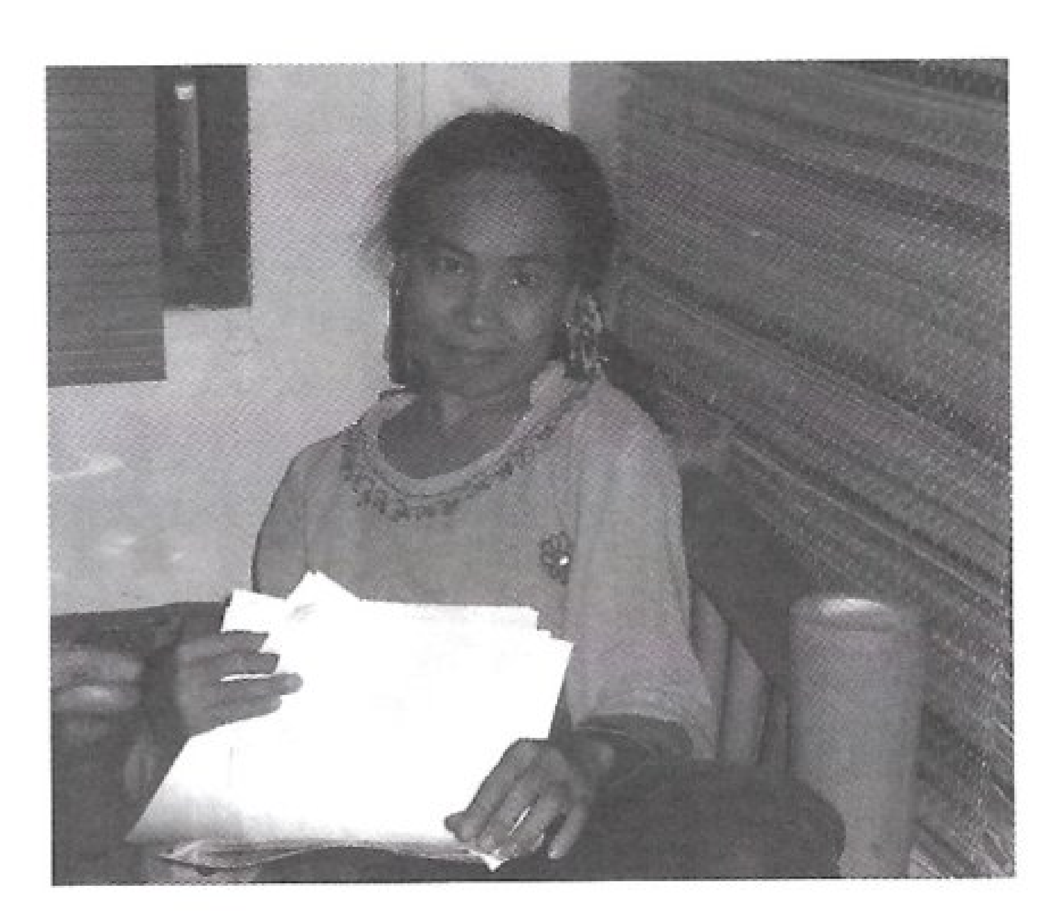
(...) ISIS comme organisation féminine internationale travaillant au niveau régional ne va pas recevoir de fonds selon la Déclaration de Paris. Nous n'avons pas de gouvernement ou de pays auprès duquel nous pourrions solliciter de fonds. Quelles stratégies adopter pour accéder à des financements? Tout d'abord de solliciter des fonds de la part d'ONG, par exemple en formant un partenariat avec une ONG basée en Suisse. Ensuite, le mouvement des femmes doit étudier la façon dont la question de genre a été intégrée et noter les embûches et les manques: Les gens sont conscients de la problématique de l'égalité des genres, c'est positif; mais nous avons un problème quant à la mise en œuvre: il y a eu un retour en arrière et les femmes ont à nouveau été rendues invisibles. Il nous faut donc revitaliser l'agenda de l'intégration de la problématique genre et d'aller de l'avant. Troisièmement, nous avons besoin d'un mécanisme de surveillance à l'intérieur de la Suisse elle-même et d'autres pays du Nord. Comme ce que font les organisations suisses lors de cette campagne, à savoir garder un œil sur le gouvernement et où il envoie son aide. C'est plus que nécessaire.

Ainsi, d'une perspective citoyenne, aux Philippines ou quel que soit le pays où nous travaillons, nous veillons à ce que l'aide aille où elle est destinée; et ensuite, en Suisse, à eux de faire en sorte que leur gouvernement rende des comptes.

Bianca Miglioretto, Philippines
Traduction B. Faidutti Lueber
http://www.isiswomen.org/








Photos: Bianca Miglioretto



Vivre et survivre au quotidien avec décision «NEM».

Retour à la case départ

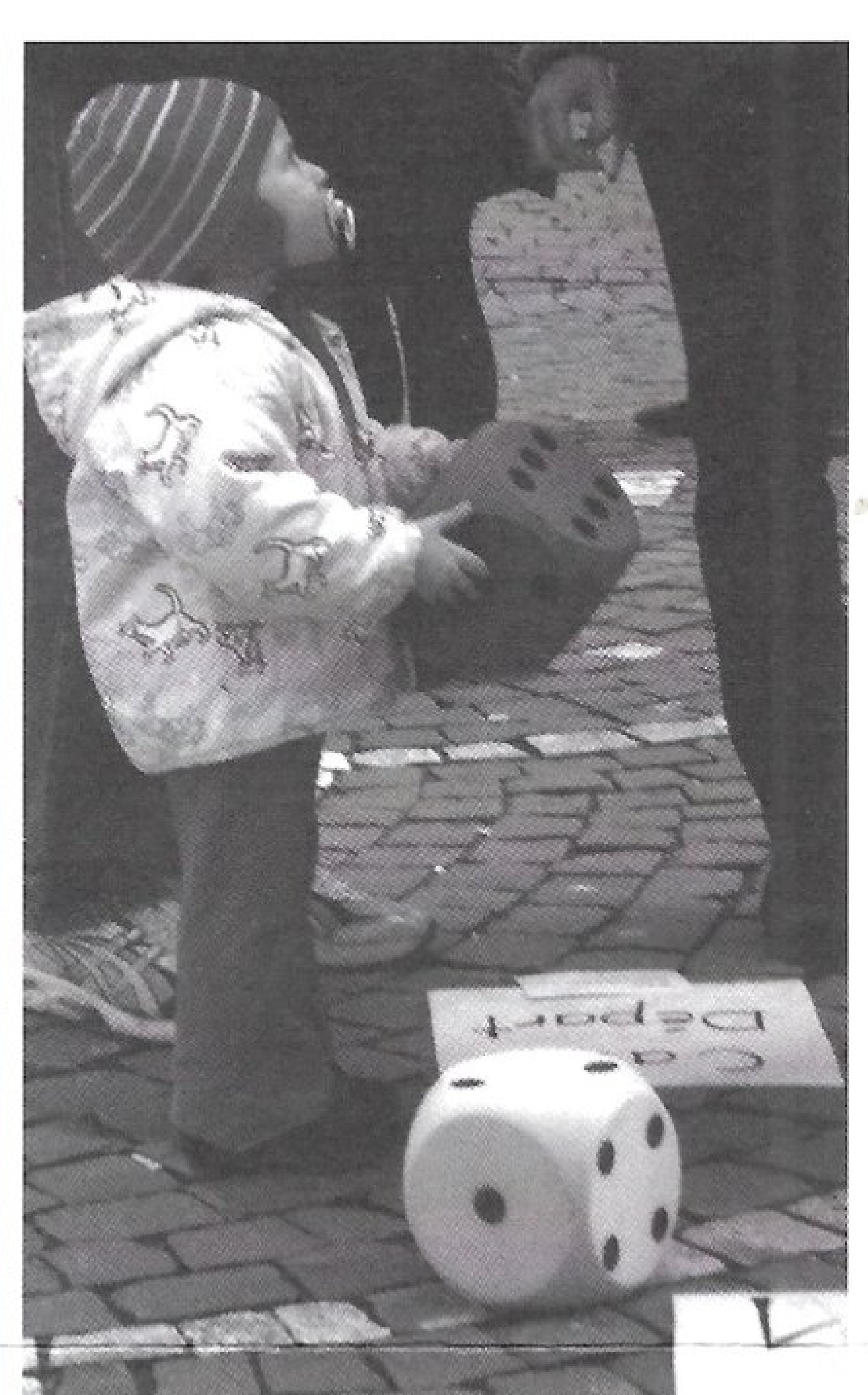
«JEU DE L'OIE» - Une création d'une équipe de la «Bourse à Travail», en collaboration avec d'autres associations au sein du Carrefour NEM (Non-Entrée en Matière) Vaud. A partir de témoignages de personnes concernées rassemblés dans un «JEU DE L'OIE», il vous invite à «JOUER LE JEU» et entrevoir l'expérience de ces personnes frappées d'exclusion.

Les personnes frappées de «NEM»: Qui sont-elles?
Mises par centaines hors assistance, suite à une décision de «Non-Entrée en Matière» (NEM) sur leur demande d'asile (Programme d'Allègement Budgétaire fédéral, 1.1.2004), elles doivent quitter la Suisse mais n'obtiennent pas l'autorisation d'aller ailleurs. Pour certaines, ce «nulle part» dure depuis presque trois ans. Les nouvelles lois fédérales aggravent la situation: elles étendent les motifs de Non-Entrée en Matière et prévoient la mise à la rue d'autres personnes recevant un refus à leur demande d'asile.

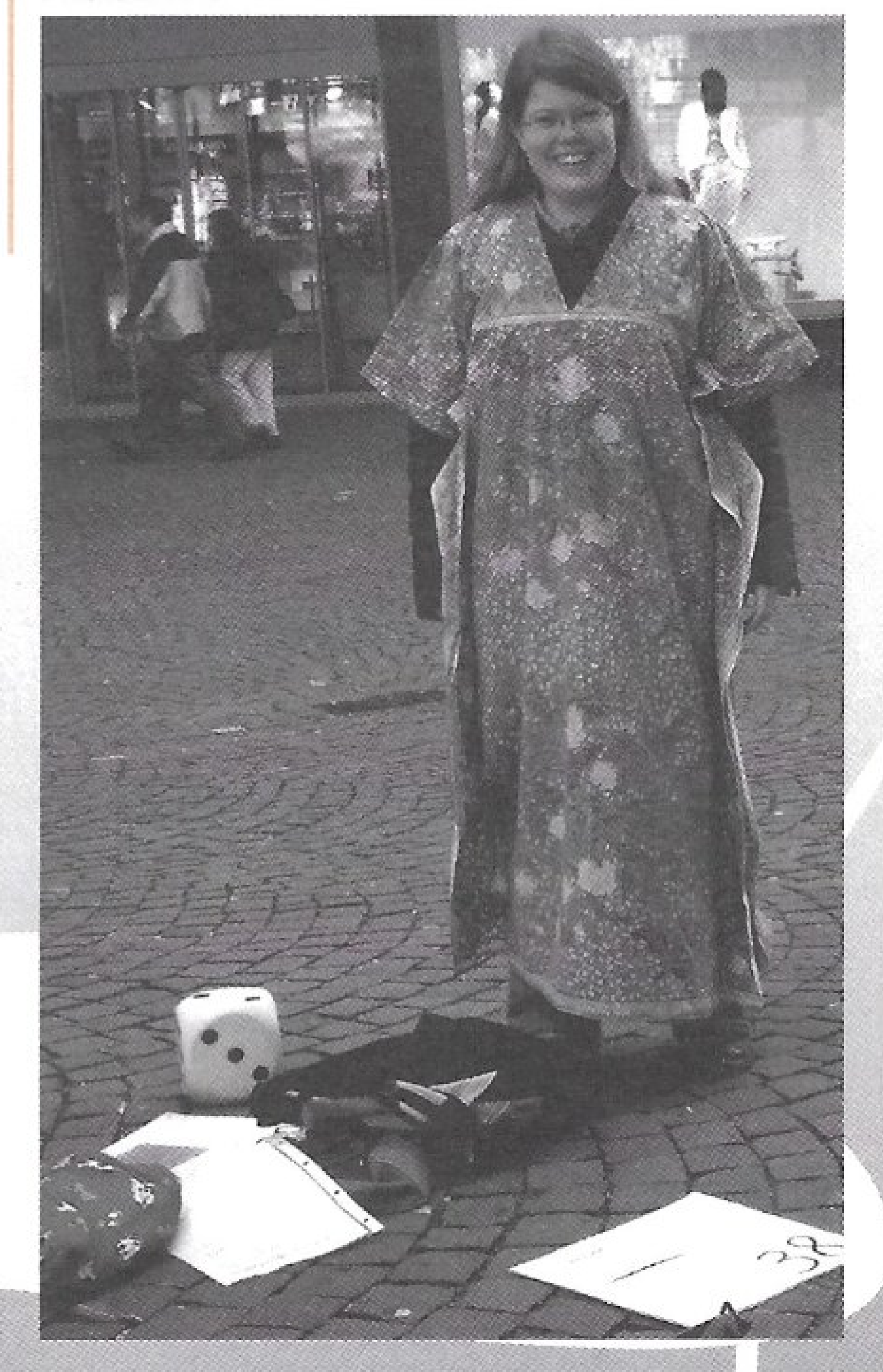
Que deviennent ces personnes, comment vivent-elles concrètement ?
Elles peuvent s'annoncer à l'autorité pour obtenir un bon d'hébergement d'urgence. Elles subissent régulièrement des contrôles d'identité, vécus comme humiliants: pour elles, l'autorité qui leur a retiré leurs papiers est la même qui maintenant leur en demande. Elles ont l'impression d'avoir «joué le jeu». C'est à devenir fou, disent-elles; combien de temps seront-elles dans ce provisoire intenable, sans aucun projet, avec l'interdiction d'avoir la moindre activité (même cuisiner un repas)? Elles se sentent acculées à un acte de désespoir...

Pourquoi ces mesures?
La suppression de l'aide sociale vise à faire des économies et à réduire l'attrait de la Suisse aux yeux des requérants. Cependant, le législateur a introduit une mesure touchant directement les conditions d'existence de la personne étrangère intéressée. On le voit bien: «(...) l'idée qui sous-tend cette mesure est de «couper» les vivres, afin d'inciter les personnes concernées à s'en aller» (Minh Son Nguyen, Docteur en droit). L'exclusion d'assistance porte atteinte aux conditions de vie des personnes, incite à la clandestinité sans proposer de solution. Cette absurdité dure depuis 3 ans.

Gilbert Zbaeren



Photos: BAT



Case 3
Evénement: Vous êtes assis sur un banc public et quelques personnes énervées s'en prennent à vous. Si vous êtes blanc, ils vous reprochent de ne pas travailler. Si vous êtes noir, ils vous accusent de vendre de la drogue. Comment réagissez-vous ?

Reculer à la case 2 Info !

Case 4
Action: Vous êtes arrêté par la police et ils vous fouillent énergiquement devant les passants. Vous vous sentez humilié. Vous êtes en possession d'un natel et d'un peu d'argent. Ils vous les confisquent, en refusant de vous donner une quittance. Ils vous disent que comme «NEM» vous n'avez pas le droit de posséder ces biens.

Reculez à la case 2 Info !

Case 27
Evénement: Vous avez réussi à produire des documents pour faire obstacle à votre expulsion mais la Commission de recours juge les indices insuffisants et tardifs. Elle rejette votre demande.

Retournez à la case 23 Info !

Case 26
Action: Comme votre pays d'origine n'obtient pas ou tarde à vous donner les papiers nécessaires à votre retour, vous restez jusqu'à 2 ans en prison (en «Mesures de contrainte», comme prévu par la nouvelle Loi sur les étrangers).

Vous recommencez le jeu !

Départs

Cornelia

Après plusieurs années comme volontaire en Uruguay, Cornelia, socio-pédagogue, a choisi de mettre ses compétences professionnelles et sa riche expérience au service de l'Association Niños del Fortín durant deux ans. Cette association de León, ville de la côte pacifique du Nicaragua, s'occupe d'enfants en situation de rue. Cornelia collaborera à la prise de contacts avec les enfants dans la rue puis à leur prise en charge en vue de leur réinsertion; elle participera également à la formation des assistants sociaux et des animateurs de l'équipe du projet.

Francisca

Biologiste de formation, Francisca rejoint l'organisation nicaraguayenne Odesar, partenaire de GVOM de longues années. L'augmentation des activités de cette organisation a entraîné une croissance de l'organisation. Afin de répondre au défi posé par ce développement institutionnel et poursuivre au mieux son travail en faveur des populations marginalisées, Odesar souhaite introduire de nouveaux instruments de gestion. Francisca a pour tâches de définir une méthodologie adaptée pour la formulation de projets, d'évaluer le système de suivi, de former le personnel à l'utilisation de ces nouveaux instruments, et d'appuyer Odesar dans ses activités liées à la sécurité alimentaire. www.odesar.org

Louca

Louca a rejoint le Ministère de l'Eau à Bogota (Bolivie), créé en décembre 2005 par le gouvernement du Président Morales, dans la perspective d'une gestion solidaire et participative des besoins en eau de la population; il s'agit de favoriser l'accès universel tout en ménageant la bio-diversité et en assurant la pérennité de cette ressource. Durant les 6 mois de stage durant lesquels il est intégré à l'Unité de planification, Louca participe à une recherche qui allie géographie physique et humaine, dans le cadre de la gestion participative de l'eau: Systema de Información del Agua en Bolivia http://www.sias.gov.bo/sias.acerca.asp).

Damien

Damien, agronome HES, va débuter en mai un stage de 12 mois à Sarh, dans le Sud du Tchad. Il sera accueilli par le Réseau d'Action, de partage et de solidarité (RAPS). Il participera aux diverses activités du domaine agricole et du volet maraîchage : multiplication de semences améliorées, fertilité du sol, compostage ainsi que de la formation des groupements paysans et de l'élaboration de matériel didactique.

Après plusieurs années d'un appui très apprécié, l'équipe de La Chaux-de-Fonds passe le flambeau de la mise sous pli de votre journal. Nous la remercions chaleureusement.



0,7% Pour nous, c'est peu. Pour d'autres, c'est beaucoup.



Suisse

Nadja et François Godi-Glatz
Ch. du Franoz 11
1038 Bercher
Tél: 021 887 88 12
www.eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle
EIRENE Suisse: Frs 50.-
CCP: EIRENE Suisse
La Chaux-de-Fonds 23-5046-2

GVOM

Cécile Hétault
Ch. de la Prairie 9
1720 Corminbœuf
Tél: 026 475 56 14
www.gvom.ch
CCP: GVOM Lausanne 10-20968-7

BAT

Bourse A Travail
Rue Curtat 6
1005 Lausanne
Tél: 021 323 77 15
Fax: 021 311 29 11
E-mail: bat.pv@freesurf.ch
CCP 10-23440-0

Journal adressé aux membres GVOM et EIRENE ainsi que sur abonnement

Abonnements: **4 parutions par an: Frs 16.- Abonnement de soutien au journal: Frs 25.-**
Rédactrices: B. Faidutti Lueber, N. Godi-Glatz, C. Hétault
Ont participé à ce numéro: Textes: L. Fazan, J. Strobel, G. Zbaeren, B. Faidutti Lueber, C. Hétault, N. Godi Glatz, B. Miglioretto
Photos: L. Fazan, I. Caselli Fazan, J. Strobel, B. Miglioretto, BAT
Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle
Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds, annemonard@hispeed.ch